

APPEL A NOS AMIS FRANÇAIS

Des députés français ont récemment annoncé leur intention de présenter, lors de la séance d'initiative parlementaire du 18 mai prochain, une proposition de loi visant à empêcher la discussion des événements tragiques qui se sont déroulés dans l'Empire ottoman en 1915, pendant la Première Guerre Mondiale. Si elle était adoptée, une telle loi risquerait d'interdire tout débat ultérieur aux historiens désireux d'éclaircir les responsabilités des parties dans ces événements tragiques. Or, des travaux de cette nature sont plus que jamais nécessaires, pour qu'un consensus fondé sur une analyse objective permette aux Turcs et aux Arméniens, forts d'une cohabitation pacifique de plus de mille ans, d'aller au-delà de l'amertume existante et de regarder ensemble l'avenir.

La Turquie a toujours soutenu que, s'agissant des événements controversés de l'histoire, il appartient aux historiens, et non aux institutions politiques nationales, d'établir la vérité. Nombre de responsables politiques français, de tout bord, ont eu ces derniers mois l'occasion d'exprimer une position voisine, à l'occasion du vote sur le rôle positif de la colonisation. « Ce n'est pas à la loi d'écrire l'histoire. »

Dans cet esprit, et afin de trouver une issue équitable à un conflit de mémoire presque séculaire, le Premier Ministre de la République de Turquie, M. Recep Tayyip Erdoğan, en plein accord avec le chef du principal parti d'opposition, M. Deniz Baykal, a pris l'initiative d'adresser une nouvelle proposition au Président de la République d'Arménie, M. Robert Kotcharian : il plaide pour la création conjointe d'une commission composée d'historiens turcs et arméniens, en s'engageant d'avance à accepter les conclusions de ses travaux. La Turquie étant prête à confronter chaque séquence de son passé.

Le Parlement turc a donné son approbation totale et son soutien unanime à cette proposition qu'elle a qualifié d'historique, en faisant la déclaration suivante :

« La Grande Assemblée Nationale de Turquie est convaincue qu'il est dans l'intérêt aussi bien de la Turquie que de l'Arménie de réconcilier les peuples turc et arménien, qui durant des siècles ont vécu en paix dans un climat de tolérance réciproque, de les libérer de leurs préjugés profonds causés par les années de guerre et de créer un environnement leur permettant de partager un avenir commun fondé sur l'indulgence, l'amitié et la coopération. »

« Dans cet esprit, le parti au pouvoir et les principaux partis d'opposition ont fait une proposition conjointe visant à faire la lumière sur les vérités historiques par un travail scientifique afin de libérer ces deux nations du poids du passé. Cette proposition prévoit qu'une commission mixte composée d'historiens turcs et arméniens soit créée, que les archives nationales des deux pays soient ouvertes sans aucune restriction pour les recherches, que les résultats de ces recherches qui seront également menées au sein des archives des autres pays concernés soient soumises à l'opinion publique mondiale et que les modalités de création et de fonctionnement de ladite commission soient fixées par les deux pays. »

« La Grande Assemblée Nationale de Turquie adopte et soutient entièrement cette proposition à caractère historique. »
(www.tbmm.gov.tr, www.mfa.gov.tr/mfa_tr/default.htm)

La proposition de confier aux historiens les recherches relevant de leur domaine d'activité et de responsabilité, notamment à travers la création d'une commission conjointe est sur la table. **La Turquie reste consciente que la voie vers la réconciliation et la paix ne peut s'ouvrir qu'à travers le dialogue. Elle a la conviction que les efforts en ce sens contribueront à la normalisation des relations entre les peuples turc et arménien.**

Nous appelons nos amis français à se joindre à nous pour soutenir la mise en œuvre de cette proposition. Nul doute qu'elle créera les conditions d'un accord impartial qui permettra d'atteindre finalement la vérité et de soulager les consciences.

Les organisations de société civile signataires :

TOBB Union des Chambres d'Industries, de Commerces et des Bourses de Turquie (www.tobb.org.tr)

TUSIAD Association des Industriels et des Entrepreneurs de Turquie (www.tusiad.org)

TISK Confédération des Associations d'Employeurs de Turquie (www.tisk.org.tr)

TURKONFED Confédération Turque des Entrepreneurs et du Monde des Affaires (www.turkonfed.org)

TESK Confédération des Commerçants et des Artisans de Turquie (www.tesk.org.tr)

TURK-IS Confédération des Syndicats Ouvriers Turcs (www.turkis.org.tr)

HAK-IS Confédération de Droit des Syndicaux Ouvriers Turcs (www.hakis.org.tr)

IKV Fondation pour le Développement Economique (www.ikv.org.tr)

TESEV Fondation Turque des Etudes Economiques et Sociales (www.tesev.org.tr)

